

Négocier l'Ukraine

Les services de renseignement russes et la recomposition sécuritaire de la politique étrangère

CLÉMENT RENAULT

L'implication du renseignement militaire russe (GU) dans les négociations liées au conflit ukrainien révèle une recomposition profonde des équilibres internes de l'appareil sécuritaire russe depuis février 2022 et, plus largement, la centralité désormais assumée des services de renseignement dans la conduite de la politique étrangère.

Vendredi 23 et samedi 24 janvier 2026 se sont tenues à Abu Dhabi les premières négociations tripartites réunissant des représentants ukrainiens, russes et américains en vue de discuter des modalités d'une éventuelle sortie de guerre en Ukraine. La délégation américaine était conduite par l'envoyé spécial de Donald Trump, Steve Witkoff, accompagné de Jared Kushner. Côté ukrainien, la délégation était composée uniquement de Kyrylo Budanov, ancien directeur du service de renseignement militaire ukrainien (HUR) et qui occupe maintenant le poste de chef de l'administration présidentielle, depuis le 2 janvier 2026. Il a succédé ainsi à Andriy Yermak dans la conduite des négociations.

C'est toutefois la composition de la délégation russe qui a retenu l'attention, restée inchangée pour la seconde rencontre des 3 et 4 février. Moscou y était représenté par deux hauts responsables, exclusivement issus du service de renseignement militaire russe (le GU, également connu sous le nom de GRU) : Igor Kotsyukov, directeur du GU, et Alexander Zorin, premier directeur adjoint de la direction de l'information du GU. La composition de cette délégation revêt une signification qui dépasse le seul cadre conjoncturel des discussions d'Abu Dhabi. Elle est révélatrice d'une évolution plus profonde des équilibres internes au sein de l'appareil sécuritaire russe depuis février 2022, et plus largement du rôle désormais central joué par les services de renseignement dans la politique étrangère de la Russie.

Kotsyukov et Zorin : des officiers de renseignement à la table des négociations. – Âgé de 64 ans, Igor Kotsyukov, bien que détenteur du grade de vice-amiral, est avant tout un officier de renseignement de carrière. Après

une formation initiale dans la marine, il intègre l'Académie diplomatique militaire de Moscou, vivier des futurs attachés militaires et de défense et des cadres du GU. Sa carrière alterne entre fonctions opérationnelles dans le renseignement humain, avec des affectations à l'étranger, et des postes au siège dans la direction de l'analyse. En 2014, Kotsyukov est nommé directeur adjoint du GU. Il contribue alors au renforcement des opérations extérieures offensives, notamment lors du déclenchement de la guerre dans le Donbass et de l'annexion de la Crimée. Il contribue également à la montée en puissance des opérations clandestines menées à l'étranger par le renseignement militaire russe. Celles-ci incluent la cyberattaque contre le parlement fédéral allemand en 2015, les ingérences dans l'élection présidentielle américaine de 2016 et le piratage en 2017 des serveurs de l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron par l'unité cyber offensive APT28, ainsi que l'empoisonnement de Sergei Skripal au Royaume-Uni en mars 2018 par des agents du GU, dont Kotsyukov devient le directeur huit mois plus tard.

Le lieutenant-général Alexander Zorin est également un officier de carrière du renseignement militaire. Né à Kharkiv en 1968, Zorin a essentiellement occupé des fonctions opérationnelles au sein du GU, déployé notamment à deux reprises en tant qu'attaché militaire au Japon. Connu pour ses talents de négociateur, il est désigné envoyé spécial du ministère de la Défense en 2016 et 2017 pour les discussions portant sur les violations du cessez-le-feu en Syrie. En 2018, il est directement envoyé en poste à Damas, où il pilote les négociations entre forces syriennes, rebelles, kurdes, forces spéciales américaines

et milices iraniennes. Il est alors récompensé de la médaille de héros de la Fédération de Russie par Poutine lui-même en 2018. Présent au printemps 2022 lors des premières négociations russo-ukrainiennes, il a ensuite fait partie de la délégation envoyée à Istanbul en mai 2025, alors pilotée par le conseiller de Poutine, Vladimir Medinsky. Zorin occupe désormais le poste de premier directeur adjoint de la direction de l'information du GU.

La guerre en Ukraine et la montée en puissance du GU. –

Le conflit en Ukraine est un affrontement de haute intensité, le renseignement militaire y occupe donc une place centrale. En mai 2025, lors des négociations à Istanbul, les seuls accords conclus entre Russes et Ukrainiens l'avaient d'ailleurs été entre services de renseignement pour l'échange de prisonniers de guerre. De ce point de vue, la présence du GU à Abu Dhabi semble parfaitement justifiée. Cette explication est toutefois incomplète : la présence exclusive de cadres du GU est révélatrice des recompositions plus larges à l'œuvre au sein de l'appareil sécuritaire et de renseignement russe depuis février 2022.

Ce dispositif souligne d'abord la marginalisation du service de renseignement extérieur, le SVR. Statutairement, le SVR est le service responsable des échanges para-diplomatiques entre services de renseignement. En novembre 2022, Sergey Naryshkin s'est notamment entretenu à Ankara avec le directeur de la CIA, Bill Burns. D'autres échanges ont suivi entre les deux hommes, en particulier en juin 2023 dans le contexte de la mutinerie du groupe Wagner. Enfin, en mars 2025, Naryshkin a longuement échangé par téléphone avec le successeur de Burns, John Ratcliffe. Ces échanges ne sont, en toute hypothèse, que ceux connus publiquement, et il fait peu de doute que le SVR maintient des canaux d'échange avec d'autres services extérieurs. Les sujets traités lors de ces échanges confirment cependant la marginalisation du SVR dans le dossier ukrainien, qu'atteste son absence des délégations successives. Ainsi, l'humiliation publique de Naryshkin par Poutine à la veille de l'invasion de l'Ukraine, n'est pas la cause, mais le marqueur symbolique de la relégation progressive du SVR au sein de l'appareil de sécurité russe, engagée avant 2022 et renforcée depuis.

En tant qu'ancienne république soviétique, l'Ukraine fait partie de cet « étranger proche » dont le suivi incombe au FSB. Il était à cet égard le service le plus impliqué dans la collecte de renseignement en Ukraine avant son invasion à grande échelle. Il a donc été le premier à faire les frais de l'échec de « l'opération spéciale ». Le chef du 5^e service du FSB, Sergei Beseda a ainsi purgé une peine de prison dans le centre pénitentiaire de Lefortovo en 2022 et plusieurs officiers du service ont été défenestrés. À la suite de cet échec, le FSB n'a bien sûr pas disparu du théâtre ukrainien. Il continue d'y être extrêmement actif, en particulier dans les régions occupées,

à la fois en coordination avec le GU – pour la collecte de renseignement et le recrutement de sources pouvant présenter un intérêt militaire – et en concurrence avec ce dernier. Surtout, le FSB a vu son périmètre et ses capacités d'action au sein de la société russe être encore accrus depuis février 2022. Partiellement réhabilité, Beseda a été nommé conseiller du directeur du FSB en 2024 et a, dans ce cadre, participé aux négociations tenues à Riyad en mars 2023. Il apparaît toutefois que si le FSB demeure le service russe le plus puissant, son rôle a progressivement été relégué au profit du GU dans la gestion du dossier ukrainien, pourtant historiquement placé sous sa responsabilité.

Les services de renseignement, acteurs essentiels de la politique étrangère de la Russie. –

Sous les présidences successives de Vladimir Poutine, les services de renseignement russes ont vu leur rôle s'étendre à des domaines traditionnellement en dehors de leur périmètre. La guerre en Ukraine a renforcé cette dynamique, en exacerbant la compétition entre services et en recomposant les équilibres entre ces derniers.

Cette recomposition de l'appareil sécuritaire russe semble avoir largement bénéficié au GU, dont l'influence s'est étendue bien au-delà de ses attributions traditionnelles. Les vagues d'expulsions massives d'officiers de renseignement russes par les pays européens et les États-Unis en 2018, puis en 2022, ont durablement affecté les capacités opérationnelles des services russes. Le SVR, dont la mission principale demeure la collecte de renseignement à l'étranger, semble avoir été durablement affaibli par la perte de ces accès. À l'inverse, le GU, sous la direction d'Igor Kotsyukov, a tiré parti de l'élévation du seuil de la conflictualité pour renouveler ses modes d'action. Il s'est ainsi déployé de manière offensive, d'abord en Ukraine, puis plus largement en Europe à travers une intensification des opérations clandestines de sabotage, d'espionnage et de subversion.

L'implication croissante du renseignement militaire dans les négociations liées au conflit ukrainien met ainsi en lumière la transformation de la politique étrangère russe à l'œuvre depuis 2022. Celle-ci apparaît de plus en plus façonnée par des logiques sécuritaires et militaires, au détriment des canaux diplomatiques traditionnels, ce dont témoigne l'affaiblissement du ministère des Affaires étrangères (MID) : Sergei Lavrov apparaît largement marginalisé et Yuri Ouchakov assume avant tout un rôle de sherpa au service direct de Vladimir Poutine. La présence de Kotsyukov et de Zorin à Abu Dhabi n'est donc pas une anomalie, mais un révélateur : pour la Russie, la diplomatie et le renseignement sont les outils de la continuation de la guerre par d'autres moyens. ■

Clément Renault est chercheur Renseignement, guerre et stratégie à l'IRSEM.

Contact: clement.renault@irsem.fr